



Réunion de l'observatoire des LGBTphobies du 31 mai 2021

Déclaration liminaire :

Monsieur le Recteur,

Mesdames, Messieurs,

La FSU tient à saluer la création de l'observatoire tant ses représentant-e-s jugent indispensable la lutte contre les discriminations contre les LGBTphobies. Nous vous remercions d'associer à cet observatoire les organisations syndicales. Nous serons vigilant-e-s sur les missions de cet observatoire et sur la mise en œuvre effective des décisions prises ici. Ainsi, nous vous demanderons que la parole des personnels mais aussi celle des élèves soit entendue, que des échanges de chiffres académiques soient partagés, qu'il y ait un véritable échange entre l'ensemble des membres de la communauté éducative.

Alors que dans la société les mentalités semblent évoluer favorablement en termes d'égalité des droits, au quotidien de violentes agressions LGBTIphobes se produisent encore régulièrement, des discriminations et des inégalités demeurent, notamment concernant l'accès à la parentalité. Les couples de lesbiennes et les femmes célibataires n'ont pas encore accès à la PMA. Des mouvances réactionnaires ont mobilisé leurs troupes pour parasiter les débats sur la bioéthique et poursuivent leurs offensives dans la sphère scolaire, contre l'éducation à l'égalité et à la sexualité. La sphère du travail reste un lieu d'expression des discriminations à l'égard des personnes LGBTI et la Fonction publique n'est pas épargnée. Le développement de la précarité, la politique managériale qui individualise la relation hiérarchique, l'absence de prévention et formation y contribuent. Où en est-on de la mise en place du dispositif de signalement, de traitement et de suivi des actes de violences, discriminations, harcèlement moral ou sexuel, agissements sexistes dans notre académie ?

Dans l'éducation, si la publication d'un vademecum concernant l'accueil des enfants trans à l'école semble aller dans le bon sens, une réelle campagne doit être impulsée, avec les moyens nécessaires, à la rentrée scolaire prochaine. Notamment parce la crise Covid a aggravé la situation et surexposé certains enfants à des violences et qu'à ce stade l'école est loin d'être exemplaire dans la prise en charge de ces

situations. Il faut sortir du discours d'intention pour aller vers des actes concrets, accompagner les élèves victimes des violences et les personnels à mieux les détecter.

La FSU exige un traitement unique et non discriminatoire pour toutes les personnes ayant recours à la PMA, notamment dans les démarches médicales et administratives. Avec le collectif « éducation contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire », la FSU revendique que la campagne du ministère de l'Éducation nationale contre l'homophobie se décline également en primaire. Elle demande des formations pour tous les professionnels qui composent les équipes pluriprofessionnelles, en particulier les personnels de santé scolaire et du service social. Elle demande que les choix des jeunes trans concernant leur prénom et leur pronom d'usage soient respectés par les administrations. Pour la FSU le « monde d'après » inclusif, émancipateur et sans discriminations c'est maintenant qu'il faut le construire pour toutes et tous.

